

المصنف الوطني للخبراء المحاسبين
Ordre National des Experts-comptables

Le Système Comptable Financier
Evaluation et propositions de révision

Alger – Hôtel Mercure
Le 14 Mai 2018

Atelier n° 1

Les contraintes liées à l'application du SCF

M. Abdelaziz HATTAB
Expert-comptable

MAI 2018

Sommaire

- **Brève introduction**
- **Les principales contraintes**
- **Quelques pistes de solutions possibles ou à envisager**
- **Une remarque objective en guise de conclusion**

I/- Introduction

Contexte d'élaboration du SCF

- **Le SCF, dont les travaux remontent à 2002, résulte d'une approche économique d'attractivité des IDE, destinée à faciliter le processus de privatisation et d'évaluation des entités publiques et à favoriser la lisibilité de leurs états financiers afin de rendre ceux-ci comparables et transparents.**
- **Élaboré par un groupement français constitué du CNC, du CSOEC et de la CNCC le projet fut examiné et revu par un groupe de professionnels, il a fait l'objet d'une convergence par « adaptation » aux normes internationales en vigueur.**

Les travaux n'ont été finalisés qu'au courant de 2004 et la loi comptable (07-11) ne fut promulguée que le 25 novembre 2007, alors que les textes d'application et les notes méthodologiques de première application ne sont apparues que bien plus tard (2009/2010).

L'application effective du **SCF** n'a pu être rendue possible qu'à compter du **1^{er} Janvier 2010** avec traitement en *pro forma* des états financiers de 2009.

Entre temps, les normes internationales ont connu de sérieux amendements entraînant des clarifications ou des modifications profondes.

L'écoulement du temps, l'absence d'implication ou l'insuffisante préparation de toutes les parties prenantes ainsi que les lourdeurs administratives et bureaucratiques ...

Constituent la première contrainte (hors normes) !

II/ - Les principales contraintes.

On s'attendait à une « **révolution** » de la philosophie comptable, des mentalités, des pratiques, des jugements, des réflexes, des connaissances et des savoirs acquis ...

On s'est retrouvé in fine, lors du passage, confronté dans certains cas, à une pondération « **PCN niste** » subjective et « **SCF fiste** » mitigée, occasionnant une démarche anachronique, inessentielle voire cosmopolite caractérisée par un traitement qui n'est **ni PCN, ni SCF !**

Bref, une inflexion comportementale indésirable.

Loin de nous de prétendre cerner l'ensemble des **contraintes liées à l'application du SCF**, nous nous limitons à présenter les plus significatives et qui sont au nombre de dix (10) se déclinant en trois (3) axes :

- **Axe n°1** : par rapport à l'environnement économique national et du cadre institutionnel ;
- **Axe n°2** : par rapport à la loi ;
- **Axe n°3** : par rapport à l'évolution de la normalisation internationale.

Axe n°1 – Par rapport à l’environnement économique national et du cadre institutionnel.

1. L’environnement économique, social, culturel et institutionnel algérien demeure inadapté aux nécessités d’application du SCF et se trouve être dépourvu d’un acteur clé qu’est le **marché financier**.
2. Hormis les travaux sporadiques de la commission de normalisation du CNC en charge d’émettre des avis techniques sur saisines, il y a absence d’une structure ad hoc permanente de veille réglementaire à vocation contraignante pour alimenter régulièrement la réglementation comptable, bien que cela relève de fait de la normalisation comptable.
3. L’enseignement professionnel et universitaire ayant pris un sérieux retard dans la révision des cursus et programmes et de leurs adaptations au SCF (certains centres et instituts ont prodigué l’enseignement du PCN jusqu’en 2013). On relève ainsi une totale inadéquation et une absence de concertation des programmes académiques officiels de formation comptable à travers les différents centres et instituts du pays.

4. Beaucoup de professionnels ont affiché une véritable réticence à tout changement eu égard au manque de communication et aux réflexes surannés de l'approche patrimoniale consacrée par le droit et ne permettant aucune approche multicritères.
5. Le SCF n'évoque pas de façon explicite, car disséminées dans le corps du texte, les normes internationales applicables et qui ne sont reconnues qu'en filigrane à travers les titres, tels que : immobilisations corporelles, stocks, contrats de location, contrats à long terme, impôts différés, etc.
6. A priori, le **SCF** fut conçu par et pour des « **initiés** ». Il a fait l'objet en 2004 de séminaires restreints de vulgarisation (avant l'adoption du projet), puis en 2007 et 2008, de quelques séances de regroupement à travers le pays dans le but de préparer, sensibiliser et former les professionnels bien que l'application effective du référentiel international nécessite de solides bases de connaissances en comptabilité anglo-saxonne et en théories financières.

Axe n°2 – Par rapport à la loi.

7. Le SCF lui-même est conçu sous la forme d'un **cadre conceptuel** ayant le caractère de loi sans faire aucune référence aux normes (IAS) ni à leur interprétation, bien qu'il s'en inspire largement.
8. Les normes de référence sont confinées dans l'article 30 du décret exécutif 08-156 portant application des dispositions de la loi 07-11. Ces normes demeurent « **figées** » nonobstant les multiples évolutions du référentiel international.
9. Les textes de lois d'ordre impératif, notamment le **code de commerce**, socle du droit des sociétés et des affaires, ne sont pas actualisés par rapport aux dispositions du SCF, par essence basées sur des concepts pas souvent compris ou assimilés.
10. Bien qu'il n'existe aucun lien entre la comptabilité et la **fiscalité**, celle-ci n'est pas assez convergente vers le SCF afin de permettre une réelle connexité et une simplification des traitements, d'où la réticence dans l'application de certaines options.

D'où les conséquences sur le plan technique

Par notamment :

- Une application tronquée voire partielle ou partielle sinon erronée induisant une mauvaise alimentation du système d'information ;
- Des outils de gestion inadaptés, insuffisants ou inefficaces, obviés par des mises à niveau constantes ;
- Des difficultés d'estimation des valeurs d'utilité nécessitant une approche heuristique dans les méthodes d'évaluation ;
- Des tests annuels de dépréciation difficilement réalisables et des travaux annuels exacerbés par des actualisations très volatiles ;
- Un système économique désorganisé ne favorisant pas le paramétrage des indicateurs d'ajustement ;
- Une nette rémanence du droit fiscal sur le droit comptable notamment au sein des PME non dotées de structures adéquates ;

Pour toutes ces raisons, le SCF demeure toujours mal appliqué nonobstant tous les efforts consentis pour sa mise en œuvre !

Axe n°3 – par rapport à l'évolution de la normalisation internationale.

- Le SCF (loi et textes d'application) ne comporte tout au plus que 200 pages, alors que le corpus complet des IAS/IFRS compte plus de 3500 pages.
- La norme IFRS PME aurait été mieux indiquée pour notre économie (*bien que venue juste après le SCF*).
- La normalisation internationale évolue tous les six mois selon un calendrier pluri-annuel et dans un contexte de régulation gouvernementale alors que le SCF demeure figé aux normes de 2003/2004.
- Le SCF se retrouve donc en net décalage par rapport aux évolutions de la normalisation internationale.

III/ - Pistes de solutions envisagées

- D'abord, la nécessaire et indispensable « **Révision du SCF** ».
- Ensuite, la mise en place d'une structure ad hoc qui sera chargée de la veille réglementaire, de l'amélioration et l'alimentation des textes de loi portant sur les amendements adaptables dans le cadre de la mise à niveau permanente du SCF, à défaut d'un renforcement des prérogatives de la Commission de normalisation comptable et des diligences professionnelles du CNC.
- L'urgence d'ouverture de l'école supérieure d'expertise comptable avec un programme officiel et harmonisé accessible à tous les professionnels de la comptabilité en vue d'assurer des formations continues obligatoires, qualifiantes ou diplômantes.
- L'indispensable intégration de l'Algérie au sein des organismes de normalisation internationale (**IASB** et **IFAC** notamment).

IV/ - Pour conclure ...

Ce n'est pas le SCF qui soit réellement difficile, de compréhension ou d'application, ce sont en fait celles et ceux censés l'appliquer qui se trouvent dans des situations paradoxales (*environnement biaisé, formation inadaptée, marchés dérégulés, manque de transparence*).

Toutefois, il faut éviter de croire que tout ce qui se fait ailleurs soit considéré comme irréalisable chez nous.

Il est facile de critiquer ; c'est le fort des partisans du moindre effort.

Alors rendons hommage à ceux qui se sont investis pour mettre en œuvre, un tant soit peu, ce dispositif qui a ouvert la voie vers l'universalité et avoir conçu une plateforme de discussion favorisant l'élévation du niveau de compétence.

Tout ce qu'un individu peut imaginer, d'autres peuvent aisément le réaliser !!!

MERCI POUR VOTRE AIMABLE ATTENTION.

M. Abdelaziz HATTAB